

Hier, ça ira beaucoup mieux

En tant que discours, la lutte contre la pauvreté ne peut manquer d'irriter l'esprit critique. Trop de consensus, si on peut dire, est toujours suspect. La lutte contre la pauvreté forme aujourd'hui le fil conducteur de toute la grande sphère de l'interventionnisme développementaliste. Ah...

Ce n'est pas venu tout seul, ce n'est pas tombé du ciel. Mais d'autres, comme Francine Mestrum dont on lira l'analyse plus loin, expliquent cela très bien.

On se limitera ici à quelques boutades méditatives.

En se fixant de grandioses objectifs millénaristes, les Nations Unies espèrent, on le sait, réduire de moitié la pauvreté en 2015. Cela rappelle quelque chose : McNamara, l'asphalteur du Viêt-Nam. Lorsqu'il était président de la Banque mondiale, en 1973, il disait avoir l'ambition d'éradiquer la pauvreté absolue d'ici à la fin du siècle (cité par Sachs et Esteva, 1996 : Des Ruines du développement). A ce rythme, dans vingt ans, il y aura un rigolo pour dire que, tout compte fait, si on la réduit d'un quart à l'horizon 3000, ce ne serait déjà pas si mal.

Et puis, il y a ces étranges juxtapositions. D'un côté, on peut lire que la question de la pauvreté a succédé, au FMI et à la Banque mondiale, à celle du développement, que ces institutions jugeraient de plus en plus "*comme peu accessible*" (Charvin, 2002 : L'investissement international et le droit au développement). D'un autre côté, à un tout autre endroit de son livre, le même auteur relève que "*la tendance dominante va dans le sens d'un renforcement général de la protection de l'investissement*". On a quelque peine à imaginer qu'il n'y a pas un lien. La priorité aux pauvres et la priorité à l'investissement vont de pair. On vit des temps difficiles.

Ils sont surtout difficiles pour les pauvres. On ne s'étonnera pas, lorsqu'ils prennent la parole, d'entendre alors des paroles enflammées, peut-être excessives, comme certaines contributions en témoignent dans ces pages. D'autres, avant, ont tenu le même langage, Léon Bloy, par exemple, qui écrivait ceci dans son livre "Le sang des pauvres" : "*Le riche est une brute inexorable qu'on est forcé d'arrêter avec une faux ou un paquet de mitraille dans le ventre*" (cité par Ziegler, 2002 : Les nouveaux maîtres du monde).

Là, c'est l'envers de la médaille. S'il y a des pauvres, c'est que, forcément, il y a des riches. La lutte contre la pauvreté n'est pas sans induire une association d'idées invi-

tant plutôt à une lutte contre les riches. Car les inégalités, elles, ne cessent de croître. Des années septante aux années nonante, la part de la production mondiale captée par les 20% des plus riches est passée de 70 à 86%, tandis que celle des 20% les plus pauvres a dégringolé de 2,3 à 1,4% (PNUD, 1998 : Rapport sur le développement du monde).

La critique principale que l'on fait au discours de la lutte contre la pauvreté est, justement, qu'il masque la question des inégalités. C'est ce qu'il importe de garder en mémoire. Il y a aujourd'hui beaucoup d'argent pour le secourisme anti-pauvreté et, sans doute, une partie parvient aux gens qui sont dans le besoin. C'est positif. Mais, comme Friedrich Engels l'a pointé en son temps, cette forme d'opportunisme "honnête", qui oeuvre sincèrement pour des légers mieux, "*est peut-être le plus dangereux de tous*". Car il endort l'esprit critique. Lorsque qu'on vit des temps difficiles, c'est mortel. ■

Erik Rydberg

UNIVERSITE DES ALTERNATIVES - 2004

MODULE II

de confronter les arguments et analyses des uns et des autres et permettre à chacun d'enrichir sa réflexion de confronter les arguments et analyses des uns et des autres et permettre à chacun sa réflexion
Lutte contre la pauvreté, alibi des décideurs?

PROGRAMME

Jeudi 30 septembre 2004 – 18H00-20H30

Les institutions internationales et la lutte contre la pauvreté

Francine Mestrum

(Docteur en sciences sociales, spécialiste dans la recherche sur le développement du tiers-monde- ULB)

La lutte contre la pauvreté est devenue officiellement la priorité d'organisations telles que le FMI, l'OCDE, l'Union européenne, l'OMC, etc. Pour celles-ci, elle consiste en une correction des conséquences négatives de la mondialisation tandis que pour d'autres, elle en constitue une pièce maîtresse. Une lutte efficace contre la pauvreté suppose de la sorte " un système commercial multilatéral ouvert, équitable et sans discriminations, ni protectionnisme ni préférence d'aucune sorte ". Dans le contexte de la mondialisation, quelle fonction remplit le discours sur la lutte contre la pauvreté ? Alibi à la bonne conscience de ceux dont les intérêts s'opposent à un réel changement ? Du point de vue des dirigeants, est-il préférable de faire disparaître la pauvreté, ou de la gérer ? Existe-t-il, dans le chef des Etats, une volonté réelle d'éradiquer la pauvreté ?

Jeudi 07 octobre 2004 – 18H00-20H30

La Belgique et la lutte contre la pauvreté

Orateur pressenti: Jean-Michel Swaelens (ACODEV)

La lutte contre la pauvreté est une priorité de la politique de coopération de la Belgique.

Pourquoi est-ce une priorité du gouvernement, dans quelle logique ?

Comment notre pays envisage-t-il de mener cette lutte, avec quels moyens ?

Les politiques de lutte contre la pauvreté ne se transforment-elles pas en politique de lutte contre les pauvres ?

Jeudi 14 octobre 2004 – 18H00-20H30

Les associations d'aide au quart-monde et la lutte contre la pauvreté

Foutoula Ioannidis/Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté

Le Sud, seul, n'est pas confronté au problème de la pauvreté et de sa lutte. Le Nord a également son lot de pauvres et diverses associations mènent ce combat de lutter contre la pauvreté ici. Associations, qui parfois s'engagent aussi bien au Nord qu'au Sud. Mais peut-on s'occuper de la même façon de ce que l'on appelle communément les populations défavorisées –étant entendu qu'il s'agit des pauvres du Nord- que des populations pauvres au Sud ? La pauvreté a-t-elle la même signification au Nord et au Sud ? Quel sens peut-on donner à la solidarité Nord-Sud dans ce cadre ?

Jeudi 21 octobre 2004 – 18H00-20H30

Les syndicats et la lutte contre la pauvreté

Paul Gruselin (Conseiller

Département des relations internationales FGTB)

Traditionnellement, les syndicats ont pour objet la défense du monde du travail. Toutefois, les délocalisations, restructurations, etc. entraînent une paupérisation grandissante des travailleurs. Les pauvres deviennent le prétexte à la dérégulation sociale et à la flexibilisation du travail. En leur nom, il faudrait assouplir le marché du travail. Les syndicats ont donc également un rôle de premier plan à jouer dans la lutte contre la pauvreté mais aussi dans celle liée aux causes de la pauvreté. Quels sont les mécanismes préconisés par les syndicats dans cet engagement ? Quelle est leur position face aux discours des institutions internationales ?

Lieu: 11.11.11 (NCOS), 11 rue de la Linière, 1060 Bruxelles

Inscriptions au GRESEA:

fax 02.219.64.86, tél.02.219.70.76, mail gresea@skynet.be, ou sur le site www.gresea.be.

10,00 € à payer lors de la première séance. Toute inscription donne droit à une farde documentaire de référence.

Guillaume Van Parys
STAGIAIRE AU GRESEA, UCL

Parcours de discours

La lutte contre la pauvreté est aujourd'hui le leitmotiv bien connu des organisations internationales de développement, il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. En 1990, le problème de la pauvreté s'érige soudainement en priorité des principales organisations internationales, se substituant progressivement aux politiques de développement promues jusqu'alors. Quel est le véritable sens de l'émergence de cette problématisation internationale de la pauvreté ? Quel est son rôle dans la reproduction des sociétés ? En découpant le discours et les analyses scientifiques, les stratégies politiques de ces organisations internationales s'éclaircissent.

Premières critiques de l'UNICEF

La littérature scientifique abonde en tout sens en réponse à ces interrogations. Une première explication de l'émergence de la lutte contre la pauvreté dans les objectifs des organisations internationales de développement tient dans les critiques de l'UNICEF sur les politiques de ces organisations. Ainsi, la palme revient à l'UNICEF d'avoir, le premier, critiqué et dénoncé, au milieu des années 80, les conséquences sociales désastreuses des politiques d'ajustement structurel des institutions financières internationales. Ces politiques furent lancées par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale suite à la crise de la dette des pays en développement, au début de la décennie 80. L'UNICEF prôna donc un "ajustement à visage humain"¹. Pour certains auteurs, ces critiques amenèrent les institutions internationales de développement à prendre en compte la pauvreté dans leurs objectifs.

De fait, les critiques de l'UNICEF contribuèrent à problématiser la pauvreté dans le monde. Ainsi par exemple, Michel Chossudovsky, soutient que "la Banque Mondiale récupéra en quelque sorte le discours humaniste de l'UNICEF, et plusieurs équipes affectées à l'analyse de la pauvreté et des "dimensions sociales de l'ajustement" furent créées"². En effet, la Banque Mondiale publia en 1990 un rapport sur le développement dans le monde entièrement consacré à la pauvreté³. Mais ces critiques n'expliquent pas la priorité qui y fut soudainement donnée dans les années 90. Cette première explication n'est donc que peu satisfaisante.

Notons que, bien vite, à la suite de la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le FMI, l'OCDE, l'Union européenne et le G7 adoptèrent la lutte contre la pauvreté comme priorité officielle. En réalité, ce n'est qu'en 1995, qu'un consensus s'est établi au niveau mondial pour accorder, dans la coopération au développement, la priorité à la lutte contre la pauvreté, leitmotiv actuel. Avant cela, les discours de lutte contre la pauvreté des organisations internationales de développement semblaient prendre des chemins divergents malgré les fortes connivences.

Un étrange paradoxe

Une seconde explication de l'émergence du discours de lutte contre la pauvreté fut présentée par Bruno Lautier et Pierre Salama. Ils proposaient en 1995 une explication du phénomène: "Signe que la société toute entière échoue dans son projet, la pauvreté ne

revient au centre du discours politique que dans des moments de crise intense, quand il est avéré que le progrès social non seulement a ses laissés pour compte, mais engendre la pauvreté"⁴. Mais une telle vision ne convainc pas entièrement, car, d'une part, comme le reconnaissent ces auteurs, "la pauvreté dans les pays en développement ne peut être réduite à une conséquence de l'ajustement"⁵, d'autre part, ce n'est pas la recrudescence du problème de la pauvreté dans les années 80 qui a poussé les organisations internationales à faire de la pauvreté une priorité. En effet, force est de constater qu'à l'époque, elles ne disposaient pas de données fiables sur la pauvreté monétaire dans le monde. De plus, alors donc que les organisations internationales s'accordent pour ériger la lutte contre la pauvreté en grande priorité, elles dressent, par ailleurs, un bilan positif de trois décennies de développement, tant sur le plan économique que social⁶. Pourquoi donc accorder cette priorité si le bilan du développement est positif ?

Notons que ce constat des organisations internationales est loin d'être partagé par tous, aux dires, par exemple, d'un auteur du sud (Cuba) : "En 1990, il y avait 76 millions de pauvres en plus qu'en 1970. Le capitalisme néolibéral a accentué le problème. La fragilité des gouvernements facilite la dépendance économique extérieure. Les formules démocratiques sont vidées de leur contenu. Le système parvient même à faire coïncider un progrès de la gauche avec un processus de régression sociale"⁷.

Une troisième explication par la pression des mouvements sociaux de l'époque peut être rejetée à nouveau. En effet, "il est peu probable que les mouvements sociaux des années 80 aient pu exercer

une pression suffisante pour imposer une réorientation des politiques des organisations internationales⁹. Le mouvement mondial qu'on connaît aujourd'hui naquit à cette époque mais n'avait alors pas la même influence qu'il possède actuellement.

Une fonction politique

Il est plus probable de parler d'une fonction politique de la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté pour expliquer son émergence dans le discours international ; hypothèse soutenue par Francine Mestrum dans son ouvrage sur la mondialisation et la pauvreté. Cette hypothèse répond à une des trois questions sur la pauvreté de Bruno Lautier et de Pierre Salama : "... la pensée de la pauvreté s'organise autour de trois questions, interdépendantes, qui sont les préalables à toute politique de lutte contre la pauvreté : À quoi servent les pauvres ? À quoi sert la pauvreté ? Que faire des pauvres ?¹⁰. Pour Francine Mestrum, les politiques de lutte contre la pauvreté des organisations internationales contribueraient à promouvoir le néolibéralisme.

Ainsi, les organisations internationales plaçaient, en 1990, la pauvreté à l'ordre du jour pour des raisons autres que le bien-être d'un milliard d'individus vivant dans la misère. En fait, ce serait le discours sur la mondialisation qui rendrait possible, voire nécessaire le discours sur la pauvreté. "Le discours sur la pauvreté fonctionne comme un parapluie à l'abri duquel se cachent les réformes dont la mondialisation néolibérale a besoin"¹⁰.

Les politiques de lutte contre la pauvreté remplacent depuis 1990 les politiques de développement promues jusqu'alors, avec la volonté de faire table rase avec les dogmes du passé. La fin de la guerre froide offre une occasion historique pour entamer une nouvelle ère de coopération internationale, pour lutter contre le problème de la pauvreté. Selon la Banque Mondiale, "la lutte contre la pauvreté est une tâche essentielle, car elle touche à l'intérêt commun de l'humanité tout entière". Mais en réalité, les

politiques de la Banque Mondiale n'ont pas changé, il s'agit toujours de pousser à la croissance économique et aux libéralisations. Simplement, les organisations internationales disposent aujourd'hui, avec la pauvreté, d'un alibi pour promouvoir la mondialisation néolibérale. Ainsi, la lutte contre la pauvreté devient la légitimation ultime de la mondialisation économique.

Amartya Sen écrivait dans les années 80, "Much about poverty is obvious enough". L'examen de l'émergence de la priorité de lutte contre la pauvreté dans les objectifs des organisations internationales éclaire quant à lui une réalité au-delà du discours qui permet de comprendre leurs stratégies politiques aujourd'hui. ■

1. CORNIA, G.A., JOLLY, R., STEWART, F. (ed.), *Adjustment with a Human Face. Protecting the Vulnerable and Promoting Growth. A study by UNICEF*, Oxford University Press, New York, 1987
2. CHOSSUDOVSKY, Michel, *La Mondialisation de la pauvreté*, Ed. Ecosociété, Montréal, 1998, p. 58
3. BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 1990, La pauvreté*, Banque mondiale, Washington DC., 1990
4. LAUTIER, Bruno et SALAMA, Pierre (sous la dir. de), *Pauvretés*, Revue Tiers-Monde Tome XXXVI, n° 142, Institut d'Etude du Développement Economique et Social, PUF, Avril-Juin 1995, p.245
5. *Ibidem*
6. "Les années 80 – dont on a souvent dit qu'elles ont été pour les pauvres une "décennie perdue" – n'ont pas, en réalité, démenti la tendance globale au progrès". BANQUE MONDIALE, *op.cit.*, 1990, p. 2
7. Aurelio Alonso Tejada, in CETRI, *Alternative sud, Comment se construit la pauvreté ?*, Cahiers trimestriels, vol. VI-(1999) 4, L'Harmattan, Paris, 2000, p.81
8. MESTRUM, Francine, *Mondialisation et pauvreté, De l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial*, L'Harmattan, Paris, 2002, p. 14
9. LAUTIER, Bruno, ... *op. cit.* p. 246
10. MESTRUM, Francine, *op.cit.* p. 23

La pauvreté Au roi Louis

Je ne sais par où je commence,
Tant ai de matière abondance
Pour parler de ma pauvreté.
Par Dieu vous prie,
franc roi de France,
Que me donniez quelque
chevance,
Ainsi ferez grand'charité.
J'ai vécu d'argent emprunté
Que l'on m'a en crédit prêté;
Or ne trouve plus de créance,
On me sait pauvre et endetté
Mais vous hors du
royaume étiez,
Où toute avais mon attendance

Grand roi, s'il advient
qu'à vous faille,
(A tous ai-je failli sans faille)
Vivre me faut et suis failli.
Nul ne me tend,
nul ne me baille,
Je tousse de froid, de faim bâille,
Dont je suis mort et assailli.
Je suis sans couverte et sans lit,
N'a Si pauvre jusqu'à Senlis;
Sire, ne sais quelle part j'aïlle.
Mon côté connaît le paillis,
Et lit de paille n'est pas lit,
Et en mon lit n'y a que paille.

Sire, je vous fais assavoîr:
Je n'ai de quoi du pain avoir.
A Paris suis entre tous biens,
Et nul n'y a qui y soit mien.
Ne me souvient de nul apôtre,
Bien sais Pater,
ne sais qu'est nôtre,
Car le temps cher m'a tout ôté,
Il m'a tant vidé mon logis
Que le Credo m'est interdit,
Et n'ai plus que ce que voyez.

Rutebeuf (XIIe siècle)

Francine Mestrum

*Docteur en sciences sociales,
spécialiste dans la recherche
sur le développement du tiers-
monde- ULB*

La pauvreté: l'alibi des mondialisateurs

En 1980, la Banque mondiale estimait qu'il y avait 800 millions de personnes vivant dans une pauvreté absolue dans le monde en développement. Dans son premier grand rapport sur la pauvreté, en 1990, elle estimait le nombre de pauvres absolus à 633 millions (chiffre pour 1985). Ses statistiques les plus récentes, publiées au printemps de 2004, parlent de 1,482 milliard de pauvres absolus en 1980. Ces chiffres et, surtout, ces raisonnements en disent long sur l'ambiguïté qui règne dans le discours sur la pauvreté.

Concept aux définitions multiples et aux méthodologies innombrables pour la mesurer et l'étudier, la pauvreté reste ouverte à tous les abus imaginables. Les statistiques de la Banque mondiale ne sont sans doute pas plus incorrectes que d'autres. Ce qui paraît certain, c'est que la Banque mondiale n'avait pas de données empiriques solides au moment où elle a lancé sa 'lutte contre la pauvreté' en 1990. Ensuite, en vue des objectifs du millénaire qui veulent réduire la pauvreté extrême de moitié d'ici 2015, elle préfère 'corriger' ses chiffres anciens afin de présenter un bilan quelque peu positif.

Selon la Banque, la pauvreté a diminué de moitié depuis 1981 (de 41 % à 21 % de la population dans les pays en développement). C'est très improbable, mais ce qu'il importe de savoir, c'est que la pauvreté est une réalité double. D'abord, elle est une réalité pénible pour des centaines de millions d'êtres humains dans le monde qui n'ont pas de quoi vivre décemment. Ensuite, elle est aussi une construction sociale, un

discours toujours subjectif sur ce qu'elle est et sur ce que devraient être les pauvres. C'est pourquoi il ne peut exister de chiffres 'corrects' sur la pauvreté, car chaque définition, chaque mesure véhicule et traduit les valeurs de leurs auteurs¹.

La priorité change d'épaule

Aujourd'hui, la lutte contre la pauvreté est devenue la grande priorité de toutes les organisations multilatérales du développement. Or, cette lutte contre la pauvreté présente des caractéristiques particulières qui confirment une constante historique. En effet, aujourd'hui comme hier, le discours sur la pauvreté a une fonction politique et il est tout à fait dissocié de la réalité que vivent les pauvres. J'en veux pour preuve le discours de la Banque mondiale qui a proposé, en 1990, une stratégie de lutte contre la pauvreté sans fondement empirique et en introduisant un discours sur la mondialisation qui renforce et élargit le 'Consensus de Washington'. Si la pauvreté n'a jamais été absente du discours des organisations internationales, dans le passé, la réponse à y donner était le développement. Aujourd'hui, la réponse est devenue 'lutte contre la pauvreté' et le développement, en fait, a disparu. La Banque mondiale prétend que le développement du passé a été un succès, en termes économiques et en termes d'indicateurs sociaux – ce qui, par rapport aux résultats des deux dernières décennies est indéniable – mais en même temps elle propose d'abandonner les

politiques du développement et de passer à la lutte contre la pauvreté.

L'analyse du discours de la Banque mondiale et du PNUD révèle, en effet, que le développement économique et le développement social n'ont plus de raisons d'être. Pour ces organisations, l'économie est devenue une partie de la nature, une réalité extérieure qui n'appartient plus au domaine d'intervention de l'Etat. Comme la nature, elle est essentielle à notre survie, mais nous ne pouvons pas en changer les lois. Tout ce que nous pouvons faire, c'est l'observer pour mieux la comprendre et la respecter et pour créer les conditions qui permettent aux marchés de faire leur travail. C'est pourquoi il nous faut aujourd'hui des Etats forts avec des institutions efficaces pour attirer les investissements étrangers, pour protéger les droits des propriétaires, pour favoriser la concurrence. La 'bonne gouvernance' veut dire que les pouvoirs publics recherchent avec la société civile – y compris les entreprises – un consensus pour réaliser cet objectif. L'Etat n'a donc plus à intervenir dans la vie économique, sauf pour fixer les règles qui favorisent les marchés, y compris le marché du travail.

Quant au développement social, il est autrement défini. La lutte contre la pauvreté est conceptualisée de telle façon que la protection sociale traditionnelle peut être condamnée. Celle-ci ne protégerait que les travailleurs privilégiés des secteurs modernes et elle pénaliserait les pauvres en dressant des barrières à leur

entrée sur le marché du travail. "La sécurité sociale ne représente peut-être pas le meilleur emploi qu'un pays en développement peut faire des ressources dont il dispose. Les versements profitent généralement aux employés du secteur structuré et non pas aux couches les plus pauvres de la population."² "La réduction de la pauvreté tend encore à être identifiée avec la sécurité sociale ou la protection sociale ... partant peut-être de bons sentiments, mais inefficace ..."³. Aujourd'hui, les salaires minimum doivent être éliminés parce qu'ils sont trop élevés pour les pauvres. De plus, la sécurité sociale permet aux travailleurs de s'y installer, sans incitants à leur prise de risque. Or, si la protection sociale d'aujourd'hui se situe dans le contexte d'une gestion de risque, celui-ci est aussi un facteur de production à encourager. Par conséquent, le filet de sécurité doit devenir un trampoline qui permet aux pauvres de saisir les opportunités du marché et de se prendre en charge. La pauvreté est définie comme étant multidimensionnelle, ce qui permet d'éliminer le revenu des solutions à rechercher. La lutte contre la pauvreté est considérée comme étant dans l'intérêt commun de la communauté internationale, de façon à permettre aux organisations internationales de s'en occuper et de contrôler l'ensemble des politiques intérieures des pays pauvres. Quant au développement social, pour la Banque mondiale il est devenu développement sociétal et vise les arrangements sociaux - les institutions - qui permettent aux gens de contribuer à et de bénéficier de la croissance. Il ne s'agit donc pas de mécanismes de protection, mais des institutions sociétales qui favorisent le développement et la croissance.

Des PAS aux PRSP

La pratique des PRSP (Poverty Reduction Strategy Papers)⁴ confirme cette analyse et révèle encore

mieux que le discours la cohérence du projet de lutte contre la pauvreté. En effet, les PRSP sont avant tout un prolongement des programmes d'ajustement structurel (PAS). Les politiques des institutions de Bretton Woods n'ont pas changé. Elles continuent de prôner les équilibres macro-économiques, l'élimination des déficits budgétaires et la lutte contre l'inflation, la libéralisation des échanges, les privatisations, les dérégulations, la libre circulation des capitaux. Aujourd'hui, ces conditions sont légitimées parce qu'elles sont imposées au nom d'une lutte contre la pauvreté. Les politiques sociales des PRSP se limitent à l'éducation et aux soins de santé, souvent fournis par le secteur privé, car les pouvoirs publics "ne sont pas en mesure de tenir leurs promesses". Ce que l'on ne trouve que très rarement dans les PRSP, c'est la façon dont les pauvres peuvent acquérir un revenu. En effet, le revenu n'est plus de la responsabilité des pouvoirs publics. Certes, la croissance doit être mieux répartie, ce qui veut dire que les pauvres doivent pouvoir y contribuer. La redistribution des revenus n'est plus à l'ordre du jour, ni par ailleurs les droits sociaux.

Quant aux MDG (les Objectifs du Millénaire), projet de l'ONU, nous savons qu'ils ne pourront pas être réalisés en 2015. De plus, le lien entre les PRSP et les MDG est quasiment inexistant. Les MDG sont loin d'être ambitieux et s'ils ne peuvent être réalisés à moyen terme, on se demande à quelle échéance les PRSP pourront avoir un premier résultat. Quant aux plans d'action du sommet social de Copenhague, organisé par l'ONU il y a 10 ans, il est presque oublié. Les références utilisées aujourd'hui sont Monterrey, Doha et Johannesburg. Il n'y aura pas de sommet Copenhague + 10.

Au sommet, dogme inchangé

A travers l'analyse du discours sur la pauvreté et la pratique des PRSP se révèle la cohérence du projet de lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'un projet de mondialisation néolibérale, politique autant qu'économique. La Banque mondiale et le Fonds monétaire International, aidés aujourd'hui par l'Organisation mondiale du Commerce, s'efforcent de construire et de développer un marché mondial où la concurrence est libre et où les nations peuvent offrir les conditions les plus avantageuses aux sociétés multinationales. La lutte contre la pauvreté remplace la citoyenneté sociale, source "d'empowerment" collectif, et permet de garder intact ou de restaurer un ordre social jugé naturel. Comme l'ajustement structurel, la lutte contre la pauvreté vise avant tout les classes moyennes - les privilégiés - et fait des pauvres des alliés potentiels des classes mondialisées. La lutte contre la pauvreté, thème consensuel par excellence, fait disparaître le développement en tant que projet national de modernisation et d'émancipation, et élimine les élites nationales, les syndicats autant que les entrepreneurs. Les pauvres, communautarisés, vivant de leur capital social, deviennent les acteurs d'un changement qui se limite à consolider une société duale, avec des riches et des pauvres.

La lutte contre la pauvreté permet de présenter le développement comme enfin intégré, comme conciliant de façon équilibrée les dimensions économiques et sociales du développement. Le développement devient 'holistique', bien que, en réalité, il est devenu synonyme de croissance. La lutte contre la pauvreté, dans un tel contexte, est le pendant social, l'âme de la mondialisation économique.

La Banque mondiale s'est appropriée tous les concepts des mouvements progressistes pour le tiers-monde : lutte contre la pauvreté, empowerment, participation, développement social... Aujourd'hui, elle commence à étudier les inégalités. Beaucoup d'ONG s'y laissent prendre, en pensant que la signification des mots est immuable. Or, c'est en analysant la dynamique du sens que l'on peut démasquer et dénoncer des politiques qui ne visent que l'essor des marchés, au détriment des sociétés. La lutte contre la pauvreté et contre les inégalités est nécessaire, certes, mais au moyen d'un développement économique et d'un développement social, en engageant la solidarité du monde riche.

Pauvreté intégrée, inégalités intégrales

Par conséquent, la lutte contre la pauvreté n'est pas le développement et n'est pas une lutte contre les inégalités. Il convient de faire la différence entre ces trois politiques, toutes nécessaires au Nord comme au Sud. Car il est impossible d'avoir des politiques similaires dans des conditions tout à fait divergentes. Une lutte contre la pauvreté dans un pays où le taux de pauvreté est supérieur à 50 % n'est pas possible moyennant des politiques ciblées. Dans ces pays, il faut du développement, de la croissance favorable aux pauvres et des politiques de redistribution, au niveau national et mondial, qui limitent les inégalités. Car la pauvreté n'est pas seulement un déficit de développement, elle est aussi la conséquence de la concentration extrême des richesses. C'est pourquoi la croissance ne peut jamais suffire.

Dans les pays du Nord, le développement devra avant tout être 'durable', c.-à-d. écologiquement responsable. Ici, il s'agit moins de croissance que du développement

d'activités qui cessent d'épuiser les ressources naturelles. La lutte contre la pauvreté sera ciblée, certes, mais en n'oubliant pas que la prévention reste essentielle. En Belgique, une part considérable de la population tomberait sous le seuil de la pauvreté s'il n'y avait pas un Etat-providence efficace et redistributeur. De plus, si la lutte contre la pauvreté peut et doit être multidimensionnelle, la pauvreté, elle, est avant tout un déficit de revenu. Si on l'oublie, on risque de déboucher sur des approches psychologisantes et culturelles.

La pauvreté est une réalité à la fois extrêmement simple et extrêmement compliquée. Simple, parce qu'elle se définit comme un déficit de revenu qui est relativement facile de résoudre. Compliquée, parce que les non-pauvres, voire les riches, cherchent à la définir moyennant des concepts qui ne mettent pas en danger leurs privilèges. Ainsi, la pauvreté est devenue une idée théorique dont le champ de signification s'étend à l'infini et qui rend les pauvres non-identifiables. Les façons dont nous voyons les pauvres sont le résultat d'une construction sociale. Le regard politique perçoit les pauvres en fonction des préoccupations majeures de l'époque et qui ne sont pas celles des plus démunis. La pauvreté est comme un miroir, un instrument de la pensée politique pour exposer son idéal. C'est pourquoi elle ne vient à l'ordre du jour politique que pour des raisons bien spécifiques⁵. Selon le fondateur de la sociologie de la pauvreté, Georg Simmel, la lutte contre la pauvreté répond toujours aux besoins des non-pauvres⁶. ■

recherche actuelle, voir Øyen, E. et al. (eds), *Poverty. A Global Review. Handbook on International Poverty Research*, Oslo Scandinavian University Press, 1996.

2. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1991, p. 55.
3. PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine. Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000, p. 42,44.
4. *Les PRSP sont des documents que les pays pauvres doivent obligatoirement soumettre aux institutions de Bretton Woods – et qui doivent être approuvés par elles – pour obtenir une réduction de leur dette ou un prêt concessionnel.*
5. Sasser, P., *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique XVI-XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990
6. Simmel, G., 1998, *op. cit.*

1. Pour avoir une idée sur les difficultés d'aborder correctement la pauvreté, voir Simmel, G., 'Les pauvres', Paris, PUF, [1908] 1998. Simmel est considéré comme étant le père de la sociologie de la pauvreté. Pour avoir une idée de la

Daniel LHOST

Secrétaire permanent du
FORUM BRUXELLOIS DE
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Mesure et démesure

Il serait faux d'affirmer qu'aucune mesure ne fut jamais prise pour tenter de lutter contre l'exclusion sociale. A divers niveaux de pouvoir, dans les différentes régions et communautés et au fil des années une attention sociale "pro-active" fut articulée donnant ainsi aux politiques gouvernementales, un accent de solidarité "adoucissant" les effets dévastateurs du libéralisme sauvage.

Néanmoins, rappelons-nous brièvement les choix politiques fixés et pour longtemps dans les années 70 par les gouvernements Martens-Gol sous couvert de pouvoirs spéciaux : défense du franc belge, de la croissance, de la compétitivité des entreprises, ralentissement de la progression des salaires et des revenus de remplacement et enfin la réduction du déficit public. Ces a priori n'ont pas changé. Au cours des vingt-cinq dernières années, d'énormes efforts furent consentis par la population. Ils furent à l'analyse bien inégalement répartis. Le coût social est aujourd'hui énorme, non seulement chez nous, mais aussi dans l'ensemble de l'espace européen puisque les politiques dans chaque Etat ont convergé.

Suite à une saisie sur allocations de chômage, une femme isolée ne sait plus payer son loyer. Expulsée, elle a pu en urgence et grâce à un accompagnement trouver un hébergement dans un centre d'accueil.

Une femme avec deux enfants (9 et 6 ans) n'a ni frigo, ni lits pour ceux-ci. Aidée, elle obtiendra le mobilier nécessaire.

Un jeune homme "vit" dans la rue avec son chien. Il aimerait trouver un centre qui l'hébergerait. Aucun n'accepte d'animaux. Il doit choisir entre un logement et son chien.

Un homme seul en attente de son minimex, n'a plus rien mangé depuis 3 jours ; des tickets repas lui sont octroyés gratuitement par un restaurant social.

N'osant pas avouer son analphabétisme, une personne seule signe des documents permettant l'arrêt de toutes les fournitures d'énergie. Après négociations avec la société de distribution, la réouverture des compteurs s'opère et un plan d'apurement est arrêté.

Un ménage avec 6 enfants est enseveli sous les dettes (frais de justice, gaz-électricité, notes chez l'épicier, etc...). La famille se chauffe au charbon, dans l'urgence, on lui trouve 200 kg de charbon.

Un homme seul sans logement, sans couverture médicale et se trouvant dans un état de santé tant physique que psychologique désastreux demande de l'aide. Après un accompagnement social et plusieurs démarches administratives, un suivi médical ainsi qu'un lieu d'hébergement lui sont fournis.

Mark Eyskens : "Il ne faut pas croire que les acquis sociaux le sont pour toujours..."

Alain Juppé : "Assez rigolé, il est grand temps d'enlever la mauvaise graisse..."

Détricotage cadencé

L'effondrement du bloc communiste et la disparition de la peur du bolchevisme a "enfin" donné toute

liberté à l'élaboration des programmes et des stratégies de détricotage, d'affaiblissement voire de disparition d'acquis sociaux pour lesquels nos parents et grands-parents se sont battus. "Réforme et modernisation" furent et demeurent toujours les appellations homéopathiques mais oh combien fallacieuses justifiant la manœuvre. Aussi pouvons-nous nous interroger sur la définition encore à donner à un progrès social vidé de ses acquis sociaux...

Le séisme le plus traumatisant et périodiquement remarqué n'est autre que le licenciement massif pour cause de restructuration ou de délocalisation : Renault/Vilvorde, Sabena, Lu, Michelin, Siemens, Mark & Spencer, etc, autant d'attentats qui défont des vies, effacent les projets et pervertissent le simple vouloir de vivre paisiblement ensemble.

Parallèlement, nous avons à prendre en compte l'ensemble des politiques d'activation et de formation de l'emploi et de la formation. Des budgets considérables continuent à être dégagés, des "effets d'aubaines" ou autrement dit, des cadeaux fiscaux aux entreprises existent sans qu'il n'y ait suffisamment de contraintes ou obligations de résultats pour celles-ci. L'emploi serait-il un alibi justifiant des aides financières multiples aux entreprises sans encourir les foudres de la Commission ? La question reste posée non seulement chez nous, mais également dans les quatorze autres Etats membres de l'UE.

Le grand désordre général savamment alimenté et orchestré touche aujourd'hui tous les aspects des sphères privées et publiques de notre quotidienneté ainsi que notre capacité à maintenir intact même un semblant de notre libre-arbitre.

Pauvres soyez performants!

Nous évoluons maintenant dans un schéma où s'expérimente le glissement d'une culture de référence vers celle de la performance. C'est peut-être cet aspect qui caractérise le plus cette sulfureuse culture d'entreprise. L'impact sur le travailleur ou le candidat au travail est loin d'être négligeable. Le management actuel exige de ceux-ci, qu'ils engagent leurs affect en conjuguant maîtrise des facettes formelles de la production, d'avec leur capacité artistique (appelé par les managers : "niveau turbulent") en y associant une ouverture spirituelle (dit "niveau vide"). Ce qui rassure, c'est que l'Être humain n'est pas fait pour changer de croyances tous les quarts d'heure.

Insécurité et précarité sont la règle. Les nouvelles soumissions des peuples voire plus gravement encore, les nouvelles formes d'esclavage (le terme n'est nullement impropre appréhendé à l'aune du travail des enfants, de la traite des Êtres humains ou encore de l'exploitation sexuelle des enfants) fondent à l'échelon mondial, une dimension totalitaire paradoxalement développée... au nom de la liberté.

Les Etats membres de l'Union européenne malgré une dimension démocratique encore présente n'échappent pas à la règle, il suffit pour s'en convaincre de constater la forte émergence actuelle des tendances d'extrême droite ou fascisantes déclarées ou masquées.

A cela s'ajoute un absentéisme électoral inquiétant qui ridiculise les candidats tout en affaiblissant notre propre représentation dans les enceintes politiques et ce, à quel que niveau que ce soit.

Dans nos sociétés post-industrielles, le droit à l'expression n'est plus contesté, ce qui l'est par contre, c'est sa capacité à encore influencer le contexte sociétal. Ce dernier ne "produit" plus que des échanges superficiels agrémentés de superlatifs. Cette machine célibataire à l'usage massifié ne fait plus qu'entretenir un état permanent de frustration étant donné son caractère volatile et la dimension éphémère des symboles véhiculés. L'un des problèmes qui se pose et qui touche à l'expression même du pauvre, est celui de la pérennité de sa parole qui pour exister pleinement doit s'inscrire dans une dimension collective viable et qui évoluant sera transmissible.

Light mais structurel

"Qui n'a rien, n'est rien". Qui ne travaille pas, ne mange pas". Il est mensonger d'affirmer que le travail est le premier mécanisme de rédemption sociale. Plus l'argent est là, plus la tentation d'exister est assouvie. C'est d'abord par lui que le riche "s'intègre", quant au pauvre, il ne lui reste que le travail... le plus souvent mal rémunéré. Ce pauvre qui encombre la vie des "autres" est à nouveau à soupçonner, à suspecter et donc à surveiller. Dans cette perspective, nous devons éviter toute perte de ressemblance vis-à-vis de notre prochain ou semblable démuné, il convient de nous prémunir contre tout désengagement de la responsabilité du "citoyen sans problème" et contre toute espèce d'effet de substitution – la parole du professionnel de l'action sociale couvrant ou bousculant celle du pauvre. En cela, l'exercice de la démocratie

participative ou de proximité contribue à nous exonérer de l'illusion démocratique ou d'une forme de totalitarisme "light" fait d'exclusion voire de répulsion.

Si nous voulons restreindre cette démesure déjà bien présente entre les riches et les pauvres, il nous faut sans cesse rappeler les principes (de base) suivant :

- L'économie est au service de l'individu et de la société et non l'inverse.
- Les droits sociaux acquis font partie intégrante du progrès; un progrès qui doit être accessible à tous.
- La pauvreté est non seulement un déni des droits fondamentaux, mais aussi une agression caractérisée.
- Le travail est l'une des composantes de la vie et non la première, ce qui suppose la non-centralité de celui-ci.
- Toute politique européenne doit viser à une harmonisation vers le haut et non à une simple convergence; elle doit en outre tendre à la réduction de la fracture sociale dans un monde aujourd'hui dual.
- Toute politique européenne ou autre se doit de prévenir l'exclusion sociale en éradiquant les mécanismes qui la produit.
- Le principe de coresponsabilité sociale et environnementale des entreprises se doit d'être clairement inscrit dans chacune des politiques menées surtout si elles sont préventives.

Dans le même ordre d'idées, nous avons à revoir et/ou à prévoir une plus grande dynamisation de nos stratégies... en front commun; à développer des logiques préventives si nécessaire contraignantes à tous les niveaux; à l'échelon planétaire afin de stopper puis d'éradiquer ce fléau qu'est la misère. Nous avons

également à activer des mécanismes de rattrapage réduisant l'écart entre les revenus et le coût de la vie.

Sans acceptation et mise en œuvre de ses principes élémentaires, nous verrons non plus cette fois au nom de la liberté mais bien de l'égoïsme le plus effréné, s'intensifier la militarisation des objectifs économiques dans le tiers monde et l'activation musclée des méthodes sécuritaires face à la "menace" que représente le quart monde. (Le fascisme est à nos portes et nous nous égarons dans la contemplation passive des stars..)

Enfin, tous ensemble, nous avons à gérer au mieux et dans le temps, ce phénomène inéluctable et plein de promesses qu'est le métissage culturel et protéiforme s'opposant au schéma libertarien qui sûrement doit nous permettre "*de ne pas abandonner la parole du plus faible à son propre murmure*" (M. Foucault). ■

La Belgique et la lutte contre la pauvreté

La loi du 25 mai 1999 stipule que la coopération au développement belge a pour objectif prioritaire le développement humain durable, à réaliser par le biais de la lutte contre la pauvreté.

La lutte contre la pauvreté est également l'un des objectifs de développement du millénaire, référence commune à la communauté internationale, à atteindre pour 2015.

Priorité reprise par notre ancien ministre de la coopération Marc Verwilghen qui déclarait que " Pour permettre ce développement, la croissance économique est essentielle. Celle-ci peut être le mieux réalisée par le biais du secteur privé. Les autorités ont la tâche importante de permettre que ce secteur se développe et de garantir que la croissance contribue effectivement à la réduction de la pauvreté ". La Société belge d'Investissement pour les pays en développement (BIO), créée en décembre 2001, répond à cette logique. Le rôle du secteur privé s'inscrit désormais dans la mise en œuvre du processus de développement. Le secteur privé est dorénavant un pilier de la coopération au développement de la Belgique.

Le Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD), qui compte en ses rangs des Ong de développement, a exprimé un avis sur ces orientations. Voici ce qu'il dit " La création d'emplois productifs, indépendants ou salariés, en nombre et en qualité, correctement rémunérées et l'encouragement de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes dans les pays partenaires est au coeur d'une stratégie efficace pour faire reculer la pauvreté et réaliser le développement et (le CFDD) souhaite que le secteur privé contribue à cet objectif ". L'entreprise serait donc la mieux à même d'assurer le développement.

Qu'en pense notre nouveau Ministre de la coopération depuis le 20 juillet 2004 Armand De Decker? Lors du discours qu'il a tenu à l'occasion des journées des attachés de la coopération au développement le 3 septembre, il se félicitait de l'orientation prise par son prédécesseur et soulignait, dans le sillage des conclusions de la conférence de Monterrey " combien le secteur privé peut et doit avoir un rôle en toute politique de développement qui se veut efficace ".

A la DGCD, administration de la coopération, c'est sous le thème du secteur privé qu'elle envisage la lutte contre la pauvreté.

Assommons les pauvres!

Pendant quinze jours je m'étais confiné dans ma chambre, et je m'étais entouré des livres à la mode dans ce temps-là (il y a seize ou dix-sept ans); je veux parler des livres où il est traité de l'art de rendre les peuples heureux, sages et riches, en vingt-quatre heures. J'avais donc digéré, - avalé, veux-je dire, toutes les élucubrations de tous ces entrepreneurs de bonheur public, - de ceux qui conseillent à tous les pauvres de se faire esclaves, et de ceux qui leur persuadent qu'ils sont tous des rois détrônés. - On ne trouvera pas surprenant que je fusse alors dans un état d'esprit avoisinant le vertige ou la stupidité.

Il m'avait semblé seulement que je sentais, confiné au fond de mon intellect, le germe obscur d'une idée supérieure à toutes les formules de bonne femme dont j'avais récemment parcouru le dictionnaire. Mais ce n'était que l'idée d'une idée, quelque chose d'infiniment vague.

Et je sortis avec une grande soif. Car le goût passionné des mauvaises lectures engendre un besoin proportionnel du grand air et des rafraîchissants.

Comme j'allais entrer dans un cabaret, un mendiant me tendit son chapeau, avec un de ces regards inoubliables qui culbuteraient les trônes, si l'esprit remuait la matière, et si l'oeil d'un magnétiseur faisait mûrir les raisins.

En même temps, j'entendis une voix qui chuchotait à mon oreille, une voix que je reconnus bien, c'était celle d'un bon Ange, ou d'un bon Démon, qui m'accompagne partout. Puisque Socrate avait son bon Démon, pourquoi n'aurais-je pas mon bon Ange, et pourquoi n'aurais-je pas l'honneur, comme Socrate, d'obtenir mon brevet de folie, signé du subtil Lélut et du bien avisé Baillarger?

Il existe cette différence entre le Démon de Socrate et le mien, que celui de Socrate ne se manifestait à lui que pour défendre, avertir, empêcher, et que le mien daigne conseiller, suggérer, persuader. Ce pauvre Socrate n'avait qu'un Démon prohibiteur; le mien est un grand affirmateur, le mien est un Démon d'action, un Démon de combat.

Or, sa voix me chuchotait ceci: "Celui-là seul est l'égal d'un autre, qui le prouve, et celui-là seul est digne de la liberté, qui sait la conquérir."

Immédiatement, je sautai sur mon mendiant. D'un seul coup de poing, je lui bouchai un oeil, qui devint, en une seconde, gros comme une balle. Je cassai un de mes ongles à lui briser deux dents, et comme je ne me sentais pas assez fort, étant né délicat et m'étant peu exercé à la boxe, pour assommer rapidement ce vieillard, je le saisis d'une main par le collet de son habit, de l'autre, je l'empoignai à la gorge, et je me mis à lui secouer vigoureusement la tête contre un mur. Je dois avouer que j'avais préalablement inspecté les environs d'un coup d'oeil, et que j'avais vérifié que dans cette banlieue déserte je me trouvais, pour un assez long temps, hors de la portée de tout agent de police.

Ayant ensuite, par un coup de pied lancé dans le dos, assez énergique pour briser les omoplates, terrassé ce sexagénaire affaibli, je me saisis d'une grosse branche d'arbre qui traînait à terre, et je le battis avec l'énergie obstinée des cuisiniers qui veulent attendrir un beefsteak.

Tout à coup, - ô miracle! ô jouissance du philosophe qui vérifie l'excellence de sa théorie! - je vis cette antique carcasse se retourner, se redresser avec une énergie que je n'aurais jamais soupçonnée dans une machine si singulièrement détraquée, et, avec un regard de haine qui me parut de bon augure, le malandrin décrépît se jeta sur moi, me pocha les deux yeux, me cassa quatre dents, et avec la même branche d'arbre me battit dru comme plâtre. - Par mon énergique médication, je lui avais donc rendu l'orgueil et la vie.

Alors, je lui fis force signes pour lui faire comprendre que je considérais la discussion comme finie, et me relevant avec la satisfaction d'un sophiste du Portique, je lui dis: "Monsieur, vous êtes mon égal! veuillez me faire l'honneur de partager avec moi ma bourse; et souvenez-vous, si vous êtes réellement philanthrope, qu'il faut appliquer à tous vos confrères, quand ils vous demanderont l'aumône, la théorie que j'ai eu la douleur d'essayer sur votre dos."

Il m'a bien juré qu'il avait compris ma théorie, et qu'il obéirait à mes conseils.

Charles Baudelaire (1821- 1867)

Paul GRUSELIN
Coordinateur
Relations internationales
FGTB

Mondialisation, syndicats et pauvreté

La pauvreté est un phénomène de masse dans les pays en développement. Elle frappe toutes les catégories sociales de la population tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

La pauvreté est une réalité complexe et pluridimensionnelle. Elle est financière lorsqu'on se réfère à l'absence ou à la faiblesse d'un revenu monétaire. Elle est sociale lorsqu'on considère le non accès aux services de base tels que l'éducation et la santé.

Les syndicats combattent la pauvreté en luttant pour assurer des revenus convenables aux travailleurs dans des conditions de travail humainement acceptables.

Ils combattent les causes de pauvreté en promouvant un projet de société excluant les mécanismes qui produisent ou entretiennent cette pauvreté.

La solidarité internationale qui unit les syndicats les amène à rechercher ensemble des stratégies et des moyens de lutte adéquats pour faire face aux situations actuelles et pour changer la marche du monde.

Un Programme de la FGTB

La FGTB participe à cet effort via son action internationale qui met en œuvre une coopération concrète avec des organisations syndicales du sud (mais aussi de la partie est de l'Europe).

La FGTB met notamment en œuvre un programme de trois ans (2003-2005), intitulé : "Amélioration des conditions de vie et de travail par le renforcement du contre-pouvoir syndical". Ce programme est

cofinancé par un subside de la DGCD et s'inscrit dans les objectifs définis par la loi de mai 1999 qui met la lutte contre la pauvreté au premier rang des priorités de la Coopération belge.

Le Programme vise à donner un appui structurel à des syndicats du sud partenaires de la FGTB pour qu'ils soient plus forts et mieux à même de jouer leur rôle sur le terrain.

Dans la suite de cet article, nous examinons les caractères plus généraux d'une action syndicale par rapport à la pauvreté. Laquelle est, de notre point de vue, un problème lié à la manière d'être de la société capitaliste et non le produit d'une quelconque fatalité.

Pour éradiquer la pauvreté, il faut changer cette société.

Le mouvement syndical auquel appartient la FGTB en est bien conscient et s'y emploie.

Action immédiate

L'action syndicale s'attaque aux problèmes suivants qui ont un impact sur la question de la pauvreté et de ses causes:

- La faiblesse des revenus est provoquée par le manque d'emplois et à l'insuffisance des rémunérations.
- Les mauvaises conditions de travail aggravent les problèmes de santé et engendrent une mortalité élevée.
- Le travailleur isolé n'est pas en mesure de négocier avec ses employeurs dans un rapport d'égalité.

- Le travailleur isolé ne peut faire entendre sa voix auprès de ceux qui décident de son sort.

Moyens d'action

Les syndicats contribuent à la lutte contre la pauvreté :

- En agissant, par la négociation, pour améliorer les salaires, les conditions de travail (santé et sécurité), étendre la protection sociale à toutes les couches de la population. Seuls les syndicats, parce qu'ils sont représentatifs et maîtrisent les techniques et la philosophie de la négociation sociale, sont capables de mener à bien cette fonction sociale.
- En négociant dans les entreprises, les secteurs et les pays des contrats de travail collectifs (conventions) assurant aux travailleurs une rémunération correcte dans des relations de travail reconnues par la loi. Plus il y a de conventions collectives et plus il y a des travailleurs couverts par elles, plus il est possible de sortir des couches de populations de la pauvreté.
- En influençant les décisions économiques et sociales des gouvernements par une participation efficace à la concertation sociale.
- En renforçant l'économie formelle c'est-à-dire une économie, qui respecte la légalité et contribue de façon régulière et conséquente au budget national (en respectant notamment la fiscalité).
- En organisant une solidarité active entre les travailleurs pour qu'ils améliorent eux-mêmes leur sort.

L'organisation des travailleurs empêche la concurrence entre eux qui est une cause de faiblesse par rapport aux employeurs. "Ensemble, on est plus fort" n'est pas seulement un slogan, mais l'expression d'une réalité.

- En étant des organisations de masse. La masse des adhérents, par ses cotisations, assure le fonctionnement et l'indépendance de l'organisation syndicale, fournit la force de frappe indispensable pour négocier, constitue la représentativité du syndicat qui lui donne le droit de parler et de négocier au nom d'une fraction significative de la population.
- En étant des interlocuteurs fiables pour les employeurs privés et publics et pour les autorités politiques : un accord négocié avec un syndicat représentatif sera respecté puisqu'il engage un nombre significatif de travailleurs organisés.
- En étendant sans cesse son recrutement au-delà du cercle des travailleurs réguliers et notamment en direction des journaliers et des travailleurs de l'économie informelle.
- En offrant aux travailleurs de l'économie informelle des formes d'organisation appropriées en liaison avec les autres personnes vivant de leur force de travail. Il s'agit par exemple d'outils pour discuter, généralement avec les autorités, des conditions décentes pour leurs activités. Cela va de la négociation sur les patentes à la répartition équitable des places sur le marché.
- En "formalisant" l'économie informelle et le statut de la main-d'œuvre qui y est employée non seulement dans l'intérêt de celle-ci, mais aussi dans l'intérêt général, car l'économie informelle ne produit guère de revenus pour l'État et contribue donc au dénuement financier de ce dernier.

Des acteurs incontournables

Les syndicats sont importants dans la lutte contre la pauvreté, car :

- Ils sont une auto-organisation de défense des travailleurs actifs et non actifs quelles que soient leurs appartenances ethniques, religieuses, politiques, etc.
- Ils sont des organisations de masse qui organisent l'action collective. Dans des situations de pauvreté chronique, la tendance est à la primauté des stratégies de survie individuelle. Ces stratégies sont généralement peu efficaces et ne modifient pas le fond du problème. Certaines personnes échappent à la pauvreté, mais la pauvreté reste parce que les causes de pauvreté demeurent.

Par opposition à cette option individualiste, les syndicats s'efforcent d'organiser les gens sur base d'une reconnaissance d'intérêts communs à défendre et promouvoir ensemble parce que c'est plus efficace.

Si les gens se regroupent et s'organisent pour revendiquer ensemble ils peuvent obtenir des gains immédiats (meilleurs salaires, meilleures conditions de travail) mais aussi à plus long terme (le droit de négocier de façon permanente pour améliorer leur sort et la capacité de peser sur les politiques qui touchent à leurs conditions, régimes de protection sociale).

- Ils font prendre conscience d'objectifs globaux à atteindre par des actions collectives.
- Ils ont la proximité par rapport aux réalités de terrain. Ils s'imprègnent des problèmes vécus par les gens et peuvent formuler des revendications précises qui serviront de base à l'action collective. Ils organisent alors la promotion de ces revendications, savent à qui s'adresser et peuvent utiliser des

moyens propres, la négociation, mais aussi la manifestation, voire la grève, pour faire aboutir ces demandes.

- Ils sont des organisations qui s'élargissent et s'agrandissent pour représenter un ensemble (régional, national) et des secteurs multiples (agents publics, salariés du privé, actifs et non actifs). Ils développent des stratégies pour intégrer dans leur zone d'action et de protection les travailleurs de l'économie informelle dont la plupart sont démunis de toute protection sociale

La stratégie syndicale est d'obtenir une amélioration des situations par la mobilisation d'un nombre maximum de travailleurs pour la défense et la promotion de leurs intérêts communs.

Ainsi, il est possible d'assurer rapidement à un maximum de gens des moyens d'existence durables (un salaire décent dans le cadre d'un contrat de travail décent, des revenus de remplacement suffisants dans le cadre d'un régime de protection sociale adéquat).

Avec des syndicats bien organisés, compétents, représentatifs, il devient possible de créer un rapport de forces qui pèse en faveur de stratégies et de programmes intégrés pour la réduction et l'élimination de la pauvreté et la création d'emplois et de revenus.

Stratégie à long terme

Les syndicats ont aussi une stratégie à long terme qui porte sur la transformation de la société et produit donc des effets durables. Cette stratégie vise à supprimer les causes de la pauvreté et non simplement la "pauvreté" comme telle. Celle-ci est en effet le produit de mécanismes liés à un certain type d'organisation de la société en général.

L'expérience acquise dans des pays

développés, dont la Belgique, a montré aux syndicats que les victoires obtenues à court terme (par exemple une augmentation de salaires) peuvent rester sans lendemain si les mécanismes contraires (une course effrénée à la baisse des coûts au nom de la compétitivité) continuent leur action.

Les syndicats sont donc porteurs d'un projet de société qui refuse ce genre de mécanismes producteurs d'inégalité, de pauvreté et d'exclusion.

La coopération syndicale internationale est un outil qui permet aux syndicats du nord de partager les leçons de leurs propres expériences historiques avec leurs homologues du sud.

Elle participe aussi à la construction d'un réseau syndical international pour constituer un contre-pouvoir face à la mondialisation de type capitaliste.

Conception du développement

Un développement humain durable améliore les conditions de vie et de travail des populations, et particulièrement des fractions les plus pauvres. Il implique une croissance des forces productives, humaines et matérielles et une juste répartition des fruits de cette croissance. Le développement durable se réalise avec le concours actif des populations concernées et sous l'impulsion de pouvoirs publics démocratiquement et efficacement organisés.

Les syndicats sont un instrument puissant de cette "démocratie participative" qui est un élément clé de la réussite.

L'existence d'un dialogue social effectif (que l'on appelle en Belgique la concertation sociale) qui est un des objectifs poursuivis par les syndicats permet de faire appel à leurs connaissances, points de vue et revendications dans l'élaboration,

l'exécution et l'évaluation des politiques socio-économiques qui influencent les conditions d'existence et de travail de larges couches de la société.

Des syndicats indépendants, représentatifs et compétents sont en mesure d'être des interlocuteurs valables pour les décideurs politiques. Ils peuvent obtenir la prise en compte des intérêts des travailleurs dans toutes les prises de décision susceptibles d'affecter ceux-ci en appliquant une stratégie d'action dont le principe est "Négocier chaque fois que c'est possible, combattre chaque fois que c'est nécessaire". ■

LES PETITS PAINS SECS

Dansent les petits pains,
les tout petits pains secs
des pauvres...

"Pourquoi toujours pencher
vers la mélancolie,
toujours s'apitoyer sur l'homme
à sa charrue ?
chantons les mille
et un détours
du labour !..."

Dansent les petits pains,
les tout petits pains secs
des pauvres...

Dansent les feux follets,
les petits feux follets
des riches.

Gianni Esposito

Nous n'étions pas pauvres

Il appartient au Sud de parler du Sud, aux pauvres de parler de pauvreté. Diffusé en 2000 par l'Assemblée des pauvres, un mouvement de paysans thaïlandais déracinés en 1995 par le barrage de Pak Mul, ce texte intitulé "Nous n'étions pas pauvres" n'est pas seulement d'une grande beauté. Il frappe droit au but, avec conscience politique. C'est, après tout, parfaitement logique. Seul le Sud sait parler avec justesse du Sud, seuls les pauvres savent avec justesse formuler une revendication de lutte contre la pauvreté.

Avant, nous n'étions pas pauvres. Nous étions propriétaires de nos terres et nous avions des moyens d'existence autonomes basés sur la nature, la terre et les rivières. Nous n'étions pas riches, mais nous n'avions jamais faim. Quand les autorités ont érigé des barrages sur les terres que nous occupions et cultivions depuis des générations, nous avons protesté. Les autorités ont utilisé les moyens légaux pour nous expulser et nous ont offert des sommes dérisoires et des terres sans valeur à titre de compensation pour nous avoir déracinés. C'est ainsi que nous sommes devenus pauvres ou pour être plus précis, c'est ainsi que les autorités et leur approche urbaine d'un développement fondé sur l'exploitation des ressources rurales nous ont appauvris. Les autorités nous ont enjoint de ne pas être égoïstes et de nous sacrifier pour le développement national. Si le développement n'accorde pas une égale importance aux communautés rurales et aux communautés urbaines, s'il ne donne pas le droit

aux communautés locales de gérer leurs ressources, s'il n'offre pas une autonomie d'existence durable à chaque communauté indigène, s'il entraîne au contraire la ruine de milliers de ménages et le pillage des ressources naturelles en échange de quelques mégawatts d'électricité, alors nous refusons de sacrifier nos ressources durables et l'avenir de nos enfants à un tel développement sans valeur.

Combien de fois l'Assemblée des pauvres n'a-t-elle pas campé en face du palais gouvernemental. Nous ne sommes pas venus revendiquer ce qui ne nous appartient pas. Nous sommes venus presser le gouvernement afin qu'on nous rende ce qui nous revient. Avons-nous tort d'exiger la restitution de ce qui nous a été volé ? L'Assemblée a-t-elle tort de demander au gouvernement de se conformer, en toute bonne foi si tant est qu'il y en ait, aux recommandations de la commission neutre qu'il a lui-même mise en place ?

Au lieu de faire preuve de compréhension, le gouvernement a accusé les membres de l'Assemblée de cupidité, d'avoir des exigences illégales, d'être des truands mercenaires, des immigrés laotiens fauteurs de troubles, des démolisseurs de barrages financés par des groupes étrangers. Nous vous prions de croire que notre mode de vie rural est simplement basé sur une agriculture auto-suffisante. Si les barrages n'avaient pas envahi nos terres et nos rivières, personne n'aurait su que nous existons, que ce soit en face du palais gouvernemental ou ailleurs.

Il est grotesque de prétendre,

comme le fait le gouvernement, que nos revendications seraient illégales. Ce même gouvernement n'a-t-il pas annulé plusieurs lois et n'en n'a-t-il pas approuvé de nouvelles en faveur d'institutions financières et d'une poignée de personnes qui ont causé les crises économiques du pays et conduit l'ensemble de la population à supporter le fardeau de la dette ?

L'Assemblée est composée de pauvres vivant en marge de la société thaïlandaise. On nous a toujours traités de paresseux en plus de cupides. Quelle qu'ait été la puissance de nos protestations contre ces critiques injustes, nous étions déjà jugés comme d'éternels plaignants sociaux. Que dire alors des véritables coupables qui ont provoqué les crises sociales, économiques et politiques en toute impunité ?

Ces derniers jours, l'Assemblée a réfléchi à toutes ces choses en se posant la question : "Qu'est-ce qui importe le plus dans nos vies ?". Nous avons déjà perdu nos maisons et nos terres. Il ne nous reste plus que notre "dignité".

On peut nous ravir des biens matériels tels nos maisons, nos terres et nos ressources, mais jamais nous n'accepterons d'être méprisés. Bien que privés de richesses, nous ne laisserons personne nous enlever notre dignité humaine. Nous resterons fidèles au "dhamma"(1)¹, à la vérité et à l'honnêteté.

Nous avons compris que pour conserver notre dignité, nous devons lutter pour la justice et l'honnêteté, non pour le gain personnel. Nous devons nous battre pour conserver la culture bien-aimée de

notre région, nos rivières, nos montagnes, nos forêts, notre faune dans l'intérêt de notre descendance.

Nous faisons, de notre propre gré, la grève de la faim non pas pour nous torturer, mais pour contrôler nos esprits. Nous ne la faisons pas pour protester contre le gouvernement ou l'opinion publique. Nous jeûnons pour maintenir le "dhamma", pour communiquer la vérité sur les problèmes de pauvreté. Pour souligner que notre pauvreté n'est pas le fruit de la paresse personnelle de qui que ce soit.

La pauvreté naît et se répand dans tout le pays à cause d'un système de développement et de politiques économiques structurellement mal conçues. Il y a aujourd'hui un grand nombre de personnes qui ont faim. Notre triste sort n'est que le miroir d'une famine structurelle qui frappe des millions de gens dans ce pays.

Durant notre jeûne, nous enverrons des messages d'amour et de bons vœux au gouvernement et aux policiers de service. Ils ne sont pas nos ennemis. Nos véritables ennemis sont les structures économiques et sociales injustes que nous, le gouvernement et tous les membres de la société thaïlandaise devons combattre ensemble.

Le gouvernement, s'il estime qu'il est encore le gouvernement du peuple, doit traiter les problèmes des pauvres avec une attention égale à celle qu'il accorde aux problèmes économiques. Si le gouvernement a assez de tripes pour modifier les lois, règlements et politiques structurelles afin de résoudre les problèmes du secteur privé, il doit être capable de faire de même pour les pauvres.

A eux seuls, le gouvernement et l'Assemblée ne peuvent pas, cependant, résoudre tous les problèmes de pauvreté. La sagesse de la société thaï doit être mobilisée pour trouver des solutions acceptables et équitables pour tous. Trouver les moyens de mettre un terme au pillage des

ressources naturelles – la construction de barrages en est le symbole – ne peut concerner seulement les quelque mille membres de l'Assemblée des pauvres, mais doit servir d'exemple pour d'autres problèmes structurels affectant la société thaï.

N'oubliez pas que la société thaïlandaise a la forme d'une pyramide. Si la base de la pyramide, composée d'une masse de gens pauvres, n'est pas renforcée, son sommet ne tardera pas à basculer, quels que soient les efforts du gouvernement pour la faire apparaître comme majestueuse. Cet effondrement n'aura pas lieu si le gouvernement et chaque membre de la société thaï laissent leur conscience sociale guider leur action.

(Extrait et traduit d'un message rédigé en thaï envoyé à TDSC via internet par les " Friends of the People, le 28 juillet 2000) ■

1. *Dhamma* (sanskrit : *dharmā*) : notion centrale tant de l'hindouisme que du bouddhisme qui, par approximation, signifie "rectitude, ordre cosmique, loi divine". Traduit de l'anglais par le Gresea, la Déclaration de l'Assemblée des pauvres provient du site www.thai.to/aop/newaopdec.htm et se trouve également dans la "Tribune Sud" du site du Gresea, www.gresea.be.

Le jour des misérables

J'ai en moi si peu de mots
Et ceux que je vous dis
sont si usés
Qu'il faudra chercher de
nouveaux chemins
Où les mots ne soient plus
nécessaires.

J'ai en moi si peu de force
Tant de fois je l'ai gaspillée
Je la veux toute pour demain
Quand l'action apportera
l'aube.

J'ai en moi tant de rage
Peut-être faudrait-il que je
morde maintenant
J'ai en moi tellement de rage
Que je ne peux pas l'oublier.

J'ai en moi si peu d'espoir
Peut-être faudrait-il le perdre
Car il ne faudrait pas
que l'espoir
Nous éloigne davantage
des actes.

J'ai charrié tant de misère
Sous les pieds, sur le dos
Mais je veux la garder en moi
Jusqu'au jour des misérables.

LLuis LLach, 1975

Freddy Bouchez
Droits Devant

Refuser l'inacceptable

Freddy Bouchez est, à La Louvière, un habitué des luttes sociales. Président du collectif de défense des chômeurs, minimexés et exclus Droits Devant, membre du Forum social du Centre, il porte un regard sur le monde fait de files de chômage et de barbelés enserrant des centres pudiquement appelés fermés. Quoi de plus naturel, donc, s'il tient sur le sujet un discours excédé...

Peut-on parler de pauvreté en Belgique ?

Freddy Bouchez : "En Europe, on estime que plus de 50 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cinquante millions de personnes, c'est l'équivalent de la population française. La Belgique n'échappe pas à ce constat qui prend de l'ampleur au niveau européen. Une personne isolée en revenu d'intégration perçoit plus ou moins 24.000 francs belges par mois. Tout le monde s'accorde pour dire que plus de la moitié de ce faible revenu est déjà mangé par les frais du logement. Une fois le loyer payé, que reste-t-il pour se nourrir, se vêtir, se déplacer, se soigner... ? Pas grand chose, vous en conviendrez. Dans cette situation, où l'on est obligé de vivre avec de faibles revenus, il faut faire des choix cruciaux entre certaines choses essentielles. Parfois, on doit se contenter d'un seul repas par jour ; parfois, entre se nourrir ou se soigner, il faut choisir. Il faut limiter ses déplacements et rester cloî-tré à l'intérieur de son logement des journées entières. Il faut économiser

sur le chauffage même en hiver. Les parents doivent tout le temps refuser aux enfants ce que d'autres peuvent facilement leur offrir. La participation à la vie culturelle, sociale et politique devient très difficile. A partir du moment où un nombre important de personnes ont, dans notre pays, des difficultés croissantes pour un accès de qualité au logement, à la santé, à la mobilité, à l'éducation, on peut effectivement parler de pauvreté et de rétrécissement de la démocratie.

La pauvreté toucherait-elle d'autres couches que le "quart-monde" ?

Freddy Bouchez : " En Europe et dans notre pays, nous connaissons une situation de chômage de masse structurel depuis le début des années quatre-vingt. Actuellement, plus de 500 000 personnes en Belgique sont demandeurs d'emploi. Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté et pour sortir de la précarité, c'est beaucoup plus difficile qu'auparavant. Il n'y a pas assez d'offres d'emplois. En Wallonie, pour l'instant, il y a une offre de travail pour 32 demandeurs d'emploi. Il est évident que cette situation laisse nécessairement sur le bord du chemin un nombre croissant de personnes qui, malgré leurs efforts, n'auront que très peu de chance d'accéder à un contrat de travail et à une rémunération un peu plus élevée que celle qu'elles perçoivent au travers des allocations sociales.

Les restructurations, délocalisations, fermetures d'entreprises se poursuivent : elles provoquent, chaque jour, une augmentation du nombre de chômeurs.

La plupart des nouveaux emplois créés sont des emplois précaires, à durée déterminée et souvent mal rémunérés. L'accès au travail, dans ces conditions, n'est donc plus une garantie d'une vie meilleure sur le long terme, et s'en sortir devient vraiment difficile. Les C.P.A.S. se félicitent souvent d'avoir mis au travail des personnes en revenu d'intégration, en oubliant de dire qu'il s'agit de contrats à durée déterminée qui plongent à terme la grosse majorité de ces travailleurs dans un chômage de longue durée sans issue.

Les agences intérimaires, qui se profilent de plus en plus comme des acteurs incontournables de l'insertion, se félicitent que 20% de leurs travailleurs ont trouvé un contrat de travail à durée indéterminée.

Mais que deviennent les 80% restants, à part une marchandise que les employeurs peuvent occuper et jeter comme ils l'entendent au gré de leurs besoins.

La Sécurité Sociale a déjà subi des revers. Tout ce qui concerne les soins de santé est devenu plus cher. La scolarité est loin, à l'heure actuelle, de garantir le principe de gratuité.

La vie est devenue beaucoup plus chère et l'accès à un logement de qualité tout à fait inaccessible aux faibles revenus, vu les prix des loyers.

Comment jugez-vous l'action du gouvernement ?

Freddy Bouchez : "Ils nous disent qu'ils vont créer 200.000 emplois, mais on ne voit rien venir. Par contre, le gouvernement belge amnistie les riches fraudeurs qui ont planqué du fric à l'étranger et, dans le même temps, il retarde la création du service des créances alimentaires qui pourraient fortement aider un nombre important de femmes seules avec enfants qui se débattent dans les difficultés financières.

Notre gouvernement poursuit inlassablement sa politique de baisse des charges patronales à la Sécurité Sociale. Soi-disant pour que nos entreprises soient compétitives et qu'elles puissent engager !

Résultat : toujours plus de 500.000 demandeurs d'emplois et un trou dans le financement de la Sécu, dont nous allons devoir payer les conséquences, avec des réformes prévues sur les pré pensions et les pensions ainsi que sur l'assurance maladie invalidité. Pour combler ce manque à gagner patronal dans la caisse de la Sécurité Sociale, on va nous faire travailler plus longtemps et l'âge de la pension sera reculé. Les jours du système qui permettaient la pré-pension sont comptés.

On parle beaucoup d'Europe sociale. Est-ce une réalité en construction ?

Freddy Bouchez : "Cette même politique est menée partout en Europe.

En Allemagne, il y a une tentative pour réduire le montant des allocations de chômage des chômeurs de longue durée. Cette mesure frapperait très durement une partie importante de la population des régions allemandes les plus pauvres, c'est-à-dire les régions de l'Allemagne de l'Est.

En Espagne, le gouvernement Aznar a voulu réduire aussi le montant des allocations de chômage. Heureusement, une grève générale l'en a empêché.

La France connaît une réduction du temps d'octroi des allocations de chômage de 30 à 23 mois et il faudra plus d'années de carrière pour l'accès à une pension plus ou moins potable.

En Belgique, on est passé du droit au minimex au droit à " l'intégration sociale " c'est-à-dire la contractualisation de l'aide sociale, axée sur la mise au travail dans des contrats précaires. On a adapté notre système d'aide sociale aux besoins du marché économique et créé les conditions pour que des employeurs publics et privés puissent bénéficier d'une main d'œuvre à bon marché.

Et, plus récemment, il y eu la réforme du droit aux allocations de chômage. Depuis le premier juillet 2004, les demandeurs d'emploi doivent prouver qu'ils recherchent effectivement un travail sous peine de sanctions financières et d'exclusion totale.

Le projet de "traité" constitutionnel européen ne reconnaît pas les droits économiques et sociaux fondamentaux et constitutionnalise le capitalisme, en lui donnant un cadre juridique pour légitimer toutes les politiques antisociales actuelles et pour pouvoir les amplifier à l'avenir. Dans cette Europe, la concurrence sera libre et sans entrave pour aider les multinationales à détricoter les droits sociaux afin d'imposer un marché de l'emploi précaire et des salaires plus bas.

Les organisations syndicales doivent comprendre que le rejet de cette Constitution et la défense intransigeante des droits sociaux, des salaires et des conditions de travail font partie d'un même combat.

Ce dont nous avons besoin pour imposer une Europe sociale, c'est d'actions interprofessionnelles

fortes, menées sans concession pour garantir les acquis sociaux, développer la création en masse d'emplois de qualité en faisant pression sur l'U.E. et les gouvernements, pour que les pouvoirs publics récupèrent l'espace perdu afin de garantir à tous une vie de qualité dans un environnement sain.

Il faut renverser la vapeur, développer une dynamique résolument anti-capitaliste pour un développement économique qui soit au service de la réalisation des besoins sociaux. C'est possible par une répartition plus équitable des richesses. Il faut prendre l'argent là où il se trouve pour construire l'Europe Sociale.

Et le Sud dans tout cela ? Est-ce le même combat ?

Freddy Bouchez : "A Droits Devant, nous sommes attentifs à tout ce que je viens de vous dire, mais aussi à ce que l'on appelle " la mondialisation "

La mondialisation, c'est malheureusement pour l'instant faire en sorte que ce soient les intérêts des plus puissants et de l'argent qui priment sur la qualité de vie dont nous pourrions tous bénéficier ici et au Sud de la planète.

Quand on me parle de "mondialisation", je pense au fait que la distribution de l'eau est de plus en plus aux mains d'entreprises privées qui ne pensent qu'à faire de l'argent, alors que l'eau, c'est quelque chose de primordial pour tout être humain.

Actuellement, 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable. En 2025, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable s'élèvera à plus de 4 milliards, soit plus de la moitié de la population mondiale. Au lieu de faire de l'eau un bien qui appartient à tous, on est en train de le remettre dans les mains de quelques entreprises qui ne pensent qu'à gagner de

l'argent, à faire du profit. Par exemple, une entreprise qui s'appelle La Lyonnaise des Eaux a le monopole de la distribution de l'eau pour 16 grandes villes du monde. On va vers une situation où le problème de la distribution de l'eau n'est plus résolu dans l'intérêt des populations.

La mondialisation c'est aussi des populations en Afrique qui meurent de faim ou qui meurent faute d'être soignées. Les entreprises qui créent des médicaments veulent qu'il y ait des brevets sur leurs médicaments. Cela leur donne l'exclusivité de la production des médicaments, ça maintient des prix très élevés. Elles considèrent les médicaments uniquement comme une marchandise à vendre. Un pays qui voudrait produire à bas prix des médicaments, des vaccins indispensables pour soigner sa population n'en a pas le droit.

Résultat : ces dernières années, il y a eu notamment en Afrique une grande mortalité due au fait que les gens ne pouvaient se soigner.

La mondialisation, c'est aussi Nestlé qui, il y a quelques années, ayant un excédent de lait en poudre, l'a acheminé vers l'Afrique pour l'écouler et faire du profit. Des bébés, qui dans les conditions habituelles auraient été nourris au sein, ont donc bu du lait en poudre préparé avec de l'eau contaminée, et beaucoup en sont morts.

La mondialisation, c'est aussi les pays riches et leurs banques qui font payer la dette aux pays en voie de développement. Le fait que les pays pauvres doivent payer cette dette les empêche de consacrer de l'argent pour le bien-être de leur population, pour la satisfaction de leurs besoins essentiels, tels que se nourrir, se soigner, s'éduquer...

En plus, cette dette est injuste, car les pays riches, les multinationales européennes et américaines ont pris possession de toutes les richesses des pays en voie de développement, pour leur propre profit.

D'autre part, ces dettes ont été faites par des régimes non démocratiques, non pas pour répondre aux besoins des populations locales, mais pour l'enrichissement individuel d'une poignée de personnes. Des mouvements qui se battent pour l'annulation de la dette ont fait la triste évaluation que 19 000 enfants meurent chaque jour à cause de la dette.

En conclusion, nous pouvons dire que nous vivons finalement dans un monde très injuste. En effet, seule une minorité de personnes possèdent les entreprises, les banques, beaucoup d'argent, dominent la planète et nous tous. Elles font tourner le monde pour leurs seuls intérêts et profits, au détriment de notre qualité de vie à nous tous, que nous soyons européens, africains, latino-américains, asiatiques.

Face à cela, nous devons réagir et opposer la volonté de construire un autre monde, où chaque personne pourrait manger à sa faim, se soigner convenablement, où tous les enfants pourraient aller à l'école sans problème, où tout le monde pourrait avoir un bon logement... et où tout le monde pourrait non seulement donner son avis, mais également et surtout peser sur les décisions qui doivent garantir nos besoins fondamentaux. ■

Interview réalisée par Denis Horman

Berceuse

(Mère Courage)

Dors mon amour,
Fais dodo mon trésor,
On prie chez la voisine,
Chez nous, on caline.

Tous traînent dans la fange,
Tu vas dans la soie,
Dans la robe d'un ange
Retaillé pour toi.

Les voisins crient famine,
Tu as des gâteaux.
Si tu veux des pralines,
T'as qu'à dire un mot.

Dors mon amour,
Fais dodo mon trésor.
L'un repose en Pologne
Et l'autre je ne sais où.

Bertholt Brecht

Marc François
GRESEA

Pour en savoir plus...

Ouvrages de référence

>> Objectifs du Millénaire pour le développement : Les 191 Etats Membres de l'ONU se sont engagés à réaliser, d'ici à 2015, ces objectifs

www.un.org/french/millenniumgoals/

>> Rapport mondial sur le développement humain 2003 : Les Objectifs du Millénaire pour le développement, un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine/ PNUD ; Economica, Paris, 2003 ; 367 p.

<http://hdr.undp.org/reports/global/2003/francais/>

>> Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 : Combattre la pauvreté

www.worldbank.org/poverty/wdrpoverty/report/index.htm

>> The least developed countries report 2004 : linking international trade with poverty reduction/ UNCTAD; United Nations, Geneva, 2004; 362 p. (Aperçu disponible en français)

www.unctad.org/en/docs/ldc2004_en.pdf

>> Les pays les moins avancés 2002: Echapper au piège de la pauvreté/ CNUCED ; Nations Unies, Genève, 2002 ; 335 p.
www.unctad.org/fr/docs/ldc2002_fr.pdf

>> Social Watch report, 1997 - ... (an international citizens progress report on poverty eradication and gender equity) Instituto del Tercer Mundo, Montevideo (Uruguay)
www.socialwatch.org

>> La pauvreté en " références "/ Collectif ; Cota, Bruxelles, 2003 ; 91 p. (Hors Série n°6). Une bibliographie sélective autour du thème de la pauvreté.

>> Sommet mondial pour le développement social 6-12 mars 1995 ; Nations Unies, New York, 1995 ; 149 p. (Déclaration et Programme d'action de Copenhague)

>> Etat de désarroi : les répercussions sociales de la mondialisation/ UNRISD ; Nations Unies, Genève, 1995 ; 166 p. (Rapport de l'UNRISD pour le Sommet mondial pour le développement social)
www.unrisd.org

>> Poverty : a global review, handbook on international poverty research/ Else Oyen, S.M. Miller, Syed Abdus Samad ; Scandinavian University Press, Oslo, 1996 ; 620 p. Diverses contributions.

>> La lutte contre la pauvreté dans le monde ; Perspectives économiques, Revue électronique du département d'état des Etats-Unis, vol. 6, n°3, septembre 2001
<http://usinfo.state.gov/journals/ites/0901/ijef/frtoc.htm>

Les institutions internationales

>> Droits et lutte contre la pauvreté : où en sont les Institutions de Bretton Woods ?/ Benoît Prévost (Communication présentée aux XXèmes journées ATM-CREDES Droit et Développement, Nancy, 25-27 mai 2004

www.univ-nancy2.fr/RECHERCHE/EcoDroit/DOWNLOAD/DR OITSETDEVELOP/Prevost05-04.doc

>> Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté/ DIAL ; Economica, Paris, 2003 ; 463 p.
www.france.diplomatie.gouv.fr/solidarite/cslp/synthese_dial/synthese.pdf

>> Reducing poverty or repeating mistakes?: a civil society critique of Poverty Reduction Strategy Papers/ Diana Sanchez and Katherine Cash; The Swedish Jubilee Network, December 2003; 46 p.
<http://www.jubel.org/pdf/PRSP%20Rapport%20eng.pdf>

>> Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) : du neuf à l'horizon de l'aide au développement ?/ Elisabeth Paul ; PôLE-SuD, Université de Liège, 2002
www.aidtransparency.org/docs/docs/DSRP.%20E%20PAUL.doc

>> De la difficulté d'éliminer la pauvreté dans le monde ; DDC, Berne, 2000 ; 176 p. (Ecrits sur le développement ; Direction du développement et de la coopération)

>> Réduction de la pauvreté et DRSP - PovertyNet - Banque mondiale
www.worldbank.org/poverty/strategies

>> Les textes de l'évaluation conjointe du DRSP commanditée par le FMI et la Banque mondiale
www.worldbank.org/poverty/strategies/review/index.htm

>> Les différents chapitres du recueil de références sur les stratégies de réduction de la pauvreté
www.worldbank.org/poverty/french/strategies/frtoc.htm

>> Réduction de la pauvreté ; le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE
www.oecd.org/departement/0,2688,fr_2649_33721_1_1_1_1_1,00.html
[R/home/](http://www.oecd.org/home/)

>> PNUD Réduction de la pauvreté
www.undp.org/french/poor-f.htm

La Belgique

>> Note de politique générale du Ministre de la Coopération au développement pour l'année budgétaire 2004/ Chambre des représentants de Belgique, 29 octobre 2003 ; 37 p.
Breaking with the past ? Belgian development cooperation at the turn of the Century/ Nathalie Holvoet, Robrecht Renard; IDPM-UA, Antwerpen, 2002; 40 p. (discussion paper)
www.ua.ac.be/ev

>> Politique de lutte contre la pauvreté : rapport définitif/ Véronique Staes ; AGCD, Bruxelles, 1995 ; 81 p. (Contribution dans le cadre de la recherche en appui à la politique de coopération au développement)

>> DGCI : Note politique "Entreprendre contre la pauvreté et pour le développement"
www.dgci.be/fr/themes/secteur_priv_e/index.html

Les associations d'aide au quart-monde

>> Rapport général sur la pauvreté, réalisé à la demande du Ministre de l'Intégration Sociale : synthèse ; Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1995 ; 60 p.
www.kbf-frb.be

>> ATD Quart-Monde
www.atd-quartmonde.org/accueil-fr.html

>> Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, Bruxelles
www.luttepauvrete.be/publication-sautresgeneral.htm

Les syndicats

>> Guide CISL du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) ; CISL, Bruxelles, 2001 ; 46 p. + annexes
www.icftu.org

>> Organisation Internationale du Travail (OIT) : Réduction de la pauvreté
www.ilo.org/public/french/dialogue/actrav/genact/poverty/

Ces ouvrages et quelque 3.000 autres sont consultables au centre de documentation du GRESEA (accessible au public les mardi, mercredi et jeudi de 14 à 17 heures ou sur rendez-vous). Vous y trouverez également des périodiques et lettres d'informations, en anglais et en français, à caractère économique ou social, produits par des ONG belges et étrangères spécialisées en développement ou par des départements de recherche universitaire étudiant les pays du Sud, sans oublier les brochures et dossiers réalisés par l'équipe du GRESEA.

Le Gresea et les forums sociaux

Un tour des plate-formes auxquelles participe le GRESEA. Inventaire de la créativité sociale

Le Gresea est partie prenante du Forum social de Belgique et des forums européens. Nous étions également au dernier forum mondial à Mumbai. Cette participation relève en quelque sorte d'un "impératif catégorique". La charte du Forum social mondial (et donc des autres forums) est en adéquation totale avec notre sigle et notre démarche en tant que *Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative* : "Le FSM est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain".

Contributions au débat

Avec nos humbles moyens, nous avons contribué au débat et à la formulation de propositions, en liaison avec nos thèmes prioritaires de recherche portant sur la responsabilité sociale (RSE) et économique (REE) des entreprises, qui visent essentiellement à examiner et réexaminer l'encadrement normatif des sociétés transnationales.

Ainsi, lors du premier Forum social de Belgique en 2002, nous avons, avec Oxfam et le Graid (ULB), fait la lumière sur "les accords bilatéraux

sur l'investissement" (ABI), passés entre la Belgique et des pays de l'Est et du Sud, accords dégagés de toutes contraintes économiques, sociales, environnementales pour les investisseurs privés. Et lors du second Forum, en 2003

en partenariat avec le syndicat chrétien, le "collectif solidarité contre les exclusions", Attac, etc., nous avons contribué au débat sur "les droits sociaux et économiques". Un deuxième atelier, consacré plus précisément au droit au développement durable, nous associait au syndicat socialiste.

En novembre 2003, au Forum social européen à Paris, nous avons poursuivi notre réflexion sur "les multinationales et le droit au développement au Nord et au Sud", en associant à celle-ci AITEC (Paris) et le CETIM (Genève), ainsi que le Tribunal permanent des peuples.

Nouvelles dynamiques

Dès 2001, les forums ont constitué une occasion unique pour faire le point sur les campagnes internationales en cours (dette, services publics, agriculture durable et solidaire, etc.), pour favoriser les rencontres entre réseaux militants sur des terrains communs, mais provenant de régions différents, ou encore pour des prises de contact entre organisations, associations intervenant en des domaines différents mais de plus en plus perçus comme complémentaires face à la mondialisation libérale.

La volonté des collectifs organisateurs des forums de donner dorénavant plus de place aux séminaires et aux ateliers (en rapport à la place

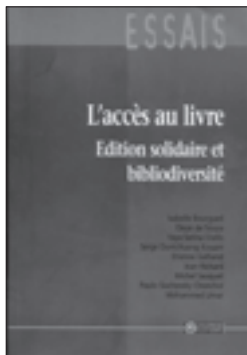
accordée jusqu'à présent aux grandes conférences) est révélatrice de cette préoccupation plus grande pour l'articulation "discussion-réflexion-proposition-action".

Au prochain Forum européen à Londres (14 au 17 octobre) et au 4ème forum social mondial, qui se tiendra de nouveau à Porto Alegre, au Brésil, fin janvier 2005, un saut qualitatif sera fait pour créer davantage d'espaces d'interactivité, de débats, de dialogues entre les organisations et les mouvements. Et aussi pour permettre aux réseaux qui le souhaitent de formuler des "appels à l'action", sous forme de déclarations séparées. Cela devrait se concrétiser tout particulièrement au prochain forum mondial.

La recherche du débouché "militant", qui a toujours été une préoccupation de bien des participants aux forums, sera plus organiquement liée à la conception et à l'organisation des débats mêmes. Tout cela sans perdre de vue la démarche fondamentale qui caractérise les forums comme des espaces de rencontres, de réflexion de propositions, face au néolibéralisme, pour bâtir une autre société axée sur l'être humain.

Le Gresea, dont une des préoccupations est de renforcer les liens avec des réseaux internationaux et de donner une "Tribune au Sud" (nom d'une nouvelle rubrique du site Gresea), sera particulièrement attentif à cette nouvelle dimension. ■

Denis Horman



L'accès au livre. Edition solidaire et bibliodiversité/Bourgueil I. et Ali., Editions Colophon, Bruxelles, 2003, 111 pages, 10 euros.

Avec les nouvelles techniques de l'information et de la communication, on nous annonçait la fin du livre. Qu'en est-il alors que nombre d'endroits du Tiers monde ne disposent toujours pas de l'électricité et que le livre y est pratiquement le seul vecteur possible de savoir et de culture ?

Plus qu'une exception culturelle, le livre doit être considéré comme un bien public de première nécessité. A ce titre, son accès doit être libre et privilégié. Les bibliothèques ont, dans ce cadre, un rôle phare à jouer. Il convient d'approfondir et de renforcer la société de la connaissance dans les pays du sud sans imposer la domination d'une culture sur l'autre..

Fruit de la collaboration entre éditeurs indépendants issus des quatre coins de la planète, cet essai aborde les problématiques liées à l'édition et au livre, à sa circulation et à son accessibilité. Tous prônent une politique du livre plus équitable et plus respectueuse des spécificités des sociétés du monde et tentent de nous convaincre que le livre est essentiel dans la diffusion d'idées, d'analyses et de propositions permettant d'affronter les grands défis de notre époque. Nous en sommes convaincus ! (N.W.)



Après le capitalisme. Eléments d'économie participaliste/ Michael Albert, Editions Agone, Marseille, 2003, 189 pages, 16 euros.

D'entrée, la préface de Thierry Discepolo nous prévient : "Si vous n'êtes pas persuadé que le capitalisme comme mode d'organisation économique et social est non seulement un système violemment injuste, mais également profondément inefficace, alors vous perdrez votre temps à lire cet exposé des principes élémentaires de l'économie participaliste". Par contre, si vous êtes critiques par rapport à ce système, que voulez-vous à la place ?

Le modèle proposé par Michael Albert en est à ses débuts. Il revendique notamment une rémunération fondée sur l'effort et le sacrifice, la solidarité, l'équité, l'autogestion et le respect des différences.

L'auteur procède essentiellement par une méthode de questions-réponses qui met en exergue les objections dont le participalisme a fait l'objet lors des débats tenus outre-Atlantique.

L'auteur invite également ses lecteurs à consulter son site consacré à l'économie participaliste sur www.parecon.org qui approfondit les thèmes abordés dans cet ouvrage et propose la possibilité d'engager directement un dialogue avec lui. (N.W.)



Rapport mondial sur le développement humain 2004 : La liberté culturelle dans un monde diversifié/ P.N.U.D. ; Economica, Paris, 2004 ; 285 pages

Disponible auprès de la librairie Jean de Lannoy, av. du Roi 202, 1190 Bruxelles

Près d'un milliard de personnes dans le monde sont en butte à une forme ou une autre d'exclusion. Le rapport 2004 "défend l'idée que les Etats doivent prendre l'initiative d'élaborer des politiques multiculturelles conçues pour éviter toute discrimination d'origine culturelle, qu'elle soit religieuse, ethnique ou linguistique.(...)".

Il ne fait pas que dénoncer, mais met en perspective les débats sur les défis à relever si l'on veut permettre aux individus de s'épanouir et de tirer parti de leur créativité.

Hormis une analyse des liens primordiaux entre le développement humain et la liberté culturelle (Amartya Sen), ce rapport détermine les exclusions fondées sur le mode de vie et celles politiques, économiques et sociales. Il présente des approches multiculturelles (partage du pouvoir, politique linguistique, discrimination positive, ...), analyse la montée des mouvements coercitifs visant la domination culturelle et les défis qu'ils posent aux démocraties, et examine les domaines politiques relatifs à la diversité culturelle et la mondialisation (savoirs traditionnels, le commerce des biens culturels, l'immigration). Le tout est accompagné de contributions spéciales (Nelson Mandela, Shirin Ebadi, John Hume, Hamid Karzai). (MF)



Le mythe de développement / Oswaldo De Rivero, Enjeux Planète, Paris, 2003; 241 pages, 15 euros

La thèse centrale de cet ouvrage réside dans cet appel lancé par l'auteur pour "s'affranchir du mythe de développement pour consacrer toute son énergie à la question de survie nationale".

Afin que les pays du tiers-monde ne se transforment entièrement en des "économies nationales non viables" ou en "des entités chaotiques ingouvernables", il serait urgent de maîtriser la croissance démographique tout en assurant aux populations une sécurité hydrique, alimentaire et énergétique. Pour ce faire, les acteurs politiques de n'importe quel pays pauvre sont appelés à élaborer un "pacte pour la survie" dans le cadre d'un régime réellement démocratique. Question : pourquoi ne pas inscrire un tel "pacte" dans un processus de lutte contre un système qu'on ne peut se résoudre à le considérer éternel ? D'autant plus que l'auteur ne lésine pas à décrire d'une manière assez convaincante les disparités structurelles et définitivement non conciliables entre l'"aristocratie économique mondiale" régentée par les transnationales et régie par "un haut clergé supranational" (FMI, Banque mondiale et OMC) et les pays du Tiers-Monde. Toutefois, même exprimé sous une forme interrogative, l'auteur laisse entrouverte une petite lucarne sur l'avenir : "la société civile deviendra-t-elle un tiers état mondial doté d'une force politique suffisamment grande pour négocier un autre type de mondialisation avec l'aristocratie transnationale et le clergé supranational ?". L'avenir est toujours incertain ... (B.L.)



North Korea, Another Country / Bruce Cummings ; The New Press, New York, 2004, 241 pages, 25 dollars.

Il en va de la Corée du Nord comme de l'Enfer. Avec un décalage de quelques siècles, c'est sûr. Il y a bien longtemps, l'enfer, on y croyait dur comme fer et cela nous fait bien rire aujourd'hui. C'est bon à garder en mémoire car, un jour, les gens riront bien des propagandes qui, depuis 1950, alimentent le mythe – tellement agréable à Washington – de "l'enfer communiste nord-coréen". Bruce Cummings, déjà, y contribue. Il aborde la Corée du Nord sans préjugés et, surtout, chose rare aujourd'hui, en n'ayant pas d'idée préconçue sur ce que serait une bonne ou une mauvaise organisation de la société. Cummings n'est pas un moraliste, encore moins un mercenaire des discours dominants, d'où qu'ils viennent. Il voit et décrit une nation, sans cesse harcelée par les Etats-Unis, dont l'osmose entre communisme et imaginaire ancestral rencontre, au moins jusqu'en 1995, les besoins (logement, santé, enseignement, emploi) et les attentes d'un peuple historiquement farouche de liberté. Pas les libertés individuelles de l'Occident, mais la liberté, en tant que nation, d'être maître de son propre destin. C'est, à l'instar d'autres Etats "voyous", un choix, un acte de résistance infernalement impardonnable et intolérable. A lire pour garde la tête claire. (E.R.)



Mondialisation des résistances – L'état des luttes 2004 / Centre Tricontinental ; Editions Syllepse, 2003, 311 pages, 22 euros.

Le "rapport annuel" des mouvements sociaux édité par le Centre Tricontinental et le Forum mondial des alternatives est arrivé à sa deuxième livraison. L'initiative est plus que bienvenue tant les mille fleurs que voit éclore la scène alternative demeurent, par leur chatoyante diversité, difficiles à décoder. L'ouvrage s'y attaque avec méthode. Par des tableaux d'abord, qui brossent à grands traits l'évolution des résistances en suivant un découpage géopolitique. Ce sont, ensuite, les textes de réflexions. Ils portent sur les convergences en devenir (forums sociaux surtout) et sur les défis stratégiques qui appellent à un positionnement des mouvements alternatifs et... des auteurs de cet ouvrage collectif. Ce n'est simple ni pour les uns ni pour les autres. On peut, ainsi, en quelque sorte juger inachevée l'analyse que Paola Manduca fait de l'impact du 11 septembre (Twin Towers) et de la militarisation tous azimuts de l'impérialisme guerrier étatsuniens sur le mouvement contre la guerre, sauf à admettre que ce dernier ne s'interroge pas sur le sens à donner au fait que le "coup", l'assaut à la forteresse est parti d'Al Quaïda. Mais c'est ce caractère inachevé, ouvert au raisonnement contradictoire, qui fait la force et l'intérêt du livre. (E.R.)

Nouvelles acquisitions du centre de documentation

Travail social et néolibéralisme (II), in : Contradictions n°107, 3è trimestre 2004 ; 139 p. -- Le développement a-t-il un avenir ? : Pour une société économe et solidaire/ Attac ; Ed. Mille et une Nuits, Paris, 2004 ; 242 p. (Essai) -- La responsabilité sociale des entreprises et les codes de conduite : Nouveaux enjeux ou vieux débat ?/ Béatrice Fauchère ; MT, Bruxelles, 2004 ; 40 p. -- L'investissement international et le droit international/ Robert Charvin ; LHarmattan, Paris, 2002 ; 203 p. -- Médias et hommes politiques : regards croisés ; Centre Djoliba, Bamako (Mali), 2002 ; 206 p. (Conseil supérieur de la Communication) -- Bâtissons la mémoire du Mali démocratique ; Centre Djoliba, Bamako (Mali), 2002 ; 471 p. (Mémorial Modibo Keita) -- Whatever happened to imperialism and other essays/ Prabhat Patnaik ; Tulika, New Delhi (India), 2001 ; 244 p. -- The retreat of unfreedom : essays on the emerging world order/ Prabhat Patnaik ; Tulika, New Delhi (India), 2003 ; 302 p..